



Découvrez l'un des plus grands réseaux d'agences à proposer de la téléphonie.

Compte rendu

La gestion de l'eau à l'épreuve du changement climatique

LE MONDE | 18.03.09 | 15h52 • Mis à jour le 18.03.09 | 15h52

ISTANBUL ENVOYÉE SPÉCIALE

Une foule de participants en quête de solutions, venus de toutes les régions du globe, se pressait, mardi 17 mars, aux sessions du 5^e Forum mondial de l'eau consacrées aux moyens de s'adapter au changement climatique. *"L'eau est le principal biais par lequel celui-ci se fera sentir sur les populations, les écosystèmes et les économies, rappelle Roberto Lenton, du réseau international Partenariat global pour l'eau. Jusqu'à présent, la lutte contre le réchauffement à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre s'est taillé la part du lion dans les politiques nationales et internationales. Mais il nous faut aussi, dès maintenant, nous adapter à ses effets."* L'enjeu est de *"garantir la sécurité hydrique"* de tous.

Concrètement, comment faire ? *"Lutter contre le réchauffement, c'est assez simple, il suffit de réduire les émissions, relève Marloes Bakker, du Programme coopératif sur l'eau et le climat. S'adapter à un climat changeant, c'est beaucoup plus compliqué."*

Les modèles climatiques dessinent de grandes tendances : augmentation des événements extrêmes, modification des régimes hydrologiques... Mais ils ne donnent aucune indication détaillée, pour l'instant, à l'échelle d'un pays. *"L'incertitude est réelle, mais elle ne doit pas être une excuse pour ne rien faire, affirme M^{me} Bakker. Certains pays ont commencé. Les Pays-Bas planifient leurs infrastructures en tenant compte des différents scénarios climatiques."*

Certaines pistes font l'unanimité, comme l'urgence d'améliorer la connaissance scientifique des régimes hydrologiques, insuffisante dans de nombreux pays. D'autres sont très débattues, en particulier la multiplication de nouvelles retenues d'eau. Celles-ci présentent, selon leurs promoteurs, l'avantage de remplir de multiples usages : production hydroélectrique, stockage d'eau pour l'irrigation et l'approvisionnement en eau potable, prévention des inondations...

"En Afrique du Sud, nous ne connaissons pas de pénurie, grâce à nos barrages et nos interconnexions entre les fleuves", plaide Mike Muller, professeur à l'université de Johannesburg et ancien responsable de la gestion de l'eau en Afrique du Sud. Au contraire, les opposants aux retenues d'eau contestent leur coût écologique et économique élevé, pour une efficacité incertaine. *"Les barrages australiens sont vides, faute de pluie"*, rappelle Jamie Pittock, du Fonds mondial pour la nature (WWF).

Mais l'adaptation ne se résume pas aux grandes infrastructures, baptisées *"solutions dures"* par les spécialistes. Il existe aussi des *"solutions douces"*. *"On peut construire des retenues à petite échelle, des tanks, comme cela se fait en Inde"*, affirme Roberto Lenton. A Madras, les nouvelles maisons doivent obligatoirement être équipées d'un système de capture et de stockage des pluies. La recharge des nappes souterraines peut être artificiellement accélérée par l'homme. Elle peut aussi être facilitée par des plantations d'arbres et de végétaux, qui freinent le ruissellement de l'eau sur les sols.

La piste du *"stockage virtuel"* par le biais d'assurances sur le climat permettant de couvrir les pertes économiques

des années sèches, est également explorée. Parmi les "solutions douces" figurent également les économies d'eau, dans tous les secteurs d'activité et la remise en cause des habitudes. "L'eau souterraine, de bonne qualité, devrait être réservée à l'alimentation humaine, alors qu'elle est aujourd'hui utilisée pour l'irrigation", affirme Luis da Cunha, professeur à l'université de Lisbonne.

Selon la plupart des experts, aucune solution unique ne s'impose. Les pays devront jouer sur tous les leviers possibles.

Gaëlle Dupont

Des fonds d'adaptation peu accessibles

Quel sera le coût des politiques d'adaptation au changement climatique ? Les évaluations tablent sur des dizaines de milliards de dollars par an. Or les pays du Sud, qui ne sont pas responsables des émissions de gaz à effet de serre, souffrent le plus des conséquences du réchauffement, sans disposer des moyens d'y faire face. "Il est de la responsabilité de chaque Etat de développer et de financer sa politique d'adaptation", affirme Marloes Bakker, du Programme coopératif pour l'eau et l'environnement. *Mais des fonds supplémentaires sont indispensables.* "Pour l'heure, plusieurs mécanismes sont censés financer les mesures d'adaptation. Dans la pratique, il est très difficile pour les pays de disposer de l'argent", poursuit M^{me} Bakker. Le financement et les modalités d'utilisation du fonds d'adaptation mis sur pied dans le cadre de la convention de l'ONU sur le climat constitueront des points centraux de la négociation qui doit avoir lieu en décembre à Copenhague, au Danemark.

Article paru dans l'édition du 19.03.09

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe
 TÁIÁ

Le Monde

» Abonnez-vous au
 Monde à -60%
 » Déjà abonné au
 journal



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-